

L'hon. M. STEWART: Monsieur le président, je tiens à répéter que j'ai voulu éviter tout conflit entre le ministre et le président du Conseil de régie. J'ai dit que ce n'était pas dans l'intérêt des Chemins de fer Nationaux. Ces sortes de choses se sont produites trop souvent dans le passé, et, pour cette raison, j'étais sûr que le président des régisseurs devait faire une déclaration, et c'est ce qu'il désire.

M. HEAPS: Je pense que les observations de M. Fullerton devraient tout expliquer, et nous devrions nous en tenir là. M. Stewart pourrait peut-être retirer sa motion.

Le PRÉSIDENT: Alors, messieurs, vous proposez une nouvelle manière de procéder. Vous comprenez cela, je crois.

L'hon. M. STEWART: Non, nous ne faisons pas de proposition.

Le PRÉSIDENT: Vous procédez autrement, voilà tout.

L'hon. M. STEWART: Non. Est-ce qu'on n'a jamais invité sir Henry Thornton, ou un administrateur ou un régisseur à faire des déclarations?

Le PRÉSIDENT: A la première séance du Comité, j'ai d'abord demandé à M. Fullerton s'il avait quelque commentaire personnel à faire sur le rapport même, et il a répondu: "Non, mon rapport est là". Et ce rapport était si complet qu'on ne pouvait demander de meilleure explication. Vous créez maintenant un nouvel ordre de renvoi. C'est indiscutable. C'est un précédent remarquable.

M. WALSH: M. Fullerton a changé d'idée, évidemment.

M. BOTHWELL: Je pense que M. Fullerton va élaborer le rapport du Conseil de régie touchant l'administration des chemins de fer sous sa juridiction.

L'hon. M. FULLERTON: Exactement.

M. BOTHWELL: Et je crois que le comité devrait accepter un rapport de cette nature.

Le PRÉSIDENT: Je ne m'y oppose pas. Est-il entendu que les trois régisseurs, s'ils le désirent, pourront soumettre un rapport écrit mardi matin? Ils seront ici pour soumettre un rapport aux membres du comité. Je veux qu'il soit envoyé d'avance directement au ministre. Il a le droit, je crois, de le recevoir par écrit, parce qu'après qu'il aura été présenté au Comité il n'est que juste que le ministre soit en mesure de répondre aux déclarations, s'il le désire.

M. WALSH: Ne pensez-vous pas qu'il devrait être soumis au ministre des Chemins de fer mais aussi à M. Stewart, qui est désireux d'en connaître la nature?

Le PRÉSIDENT: Je n'y vois aucune objection.

M. WALSH: Ce n'est que juste.

Le PRÉSIDENT: Je crois que tous les membres du comité devraient en avoir une copie.

M. KINLEY: En ce qui concerne le nouveau rapport de M. Fullerton et des autres régisseurs, ce ne sera qu'une amplification de leur rapport annuel. Nous perdons notre temps à discuter. Le sort en est jeté. Le ministre et le Gouvernement ont décidé que, dans la situation actuelle, des Chemins de fer Nationaux du Canada, ils veulent un nouveau régime...

M. WALSH: Notre Comité ne s'enquiert pas de cela.

M. KINLEY: Voilà le point. Il a demandé la démission des régisseurs.

M. WALSH: Vous vous écarterez de la question.

Le PRÉSIDENT: Nous nous en sommes éloignés depuis une heure.

M. KINLEY: Voici la situation: Le Gouvernement veut une nouvelle administration et la démission des régisseurs, laquelle, évidemment, n'a pas été facile à obtenir. Et nous perdons notre temps en essayant de justifier les régisseurs,